

PÔLE TRANQUILLITÉ PUBLIQUE,  
COHÉSION TERRITORIALE ET  
PROSPECTIVES//



**ARRÊTÉ DU MAIRE**

\*\*\*\*\*

**ARR25\_0257 - Arrêté temporaire portant interdiction de rassemblement de plus de trois personnes, sur les voies et espaces publics et voies et espaces privés ouverts au public, susceptibles de troubler l'ordre public sur le secteur Van-Gogh/Maillol/Picasso/Guy-de-Maupassant/Colette**

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code civil, notamment ses articles 1240 et suivants,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 131-1 et suivants, L. 132-1 et suivants, L. 211-1 et suivants, L. 211-9 et suivants, R. 211-1 et suivants, D. 211-10 et suivants, R. 211-26-1,

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 3411-1 et suivants, L. 3421-1 et suivants, R. 3421-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment ses articles L. 236-1 et suivants,

Vu le Code pénal, notamment ses articles 222-34 et suivants, R. 431-3, R. 610-5, R. 623-2, R. 644-5-1,

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité,

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne,

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 avril 2009 relatif aux bruits de voisinage, notamment son article 3,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 mai 2010, fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons et des établissements de divertissements publics, notamment son article 7,

Vu l'arrêté n° ARR25\_0119 du 24 avril 2025 portant interdiction provisoire de rassemblements de plus de trois personnes, sur les voies et espaces publics et voies et espaces privés ouverts au public, susceptibles de troubler l'ordre public sur le secteur Van-Gogh / Maillol / Guy-de-Maupassant / Frances entre 14h et 05h, entré en vigueur le 2 mai 2025,

Vu la convention de coordination entre la Police Municipale de Montigny-lès-Cormeilles, les forces de sécurité de l'État et le Procureur de la République du 12 septembre 2023,

Considérant les actes de petite délinquance ou incivilités toujours présents sur les équipements publics, mobiliers urbains ou encore les actes liés au trafic de stupéfiant, constatés par les agents des forces de police municipale, police municipale mutualisée et police nationale, notamment aux abords du centre Picasso,

Considérant les rassemblements d'individus, en journée, en soirée et la nuit, occasionnant des nuisances sonores ou olfactives pour les riverains et agents publics, dommages aux biens et aux personnes, pollutions (déchets abandonnés, crachats,...) et/ou trafics de stupéfiants,

Considérant les plaintes sur appels téléphoniques ou courriels, témoignant de la récurrence des nuisances et troubles occasionnés par ces regroupements d'individus qui se traduisent par une augmentation importante des interventions de l'ensemble des forces de Police ,

Considérant les différentes mentions de police et interventions des forces de police au niveau de l'avenue Aristide-Maillol, du parvis Picasso et des parkings attenants, de la rue Guy-de-Maupassant relatives à l'occupation illégale du domaine public, aux dégradations et nuisances ou à l'attroupement d'individus aux abords d'un point considéré de trafic de stupéfiant,

Considérant les nuisances occasionnées par les regroupements devant le centre Picasso, auprès des habitants des immeubles d'Immobilière 3F ou de Val-d'Oise Habitat qui sollicitent les polices de manière régulière,

Considérant ainsi l'existence de circonstances locales particulières tenant à l'implication de mineurs de 14 ans à 18 ans dans la commission d'infractions, et à une exposition particulière de ceux-ci en tant que victimes sous contrainte dans le trafic, justifiant la restriction ainsi apportée à leur liberté d'aller et venir,

Considérant d'une part que ces faits portent atteinte au bon ordre, à la sûreté et à la sécurité publiques,

Considérant d'autre part, que ces faits ne peuvent être anticipés par les forces de Police en raison de leur caractère soudain,

Considérant enfin que les différentes interventions de la Ville, notamment par l'intermédiaire du service Prévention-Contrat de Ville, de l'association de prévention spécialisée Aiguillage ou encore du nouveau groupe de travail partenarial sur les jeunes en situation multiple, n'ont pas permis de faire cesser ces troubles,

Considérant qu'il convient dès lors de prendre des mesures adéquates et proportionnées aux troubles occasionnés afin d'assurer la sécurité publique et de prévenir les risques

encourus par les mineurs mêlés aux attroupements sus-évoqués générateurs de troubles à l'ordre public,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer en la matière,

Considérant que l'arrêté n° ARR25\_0119 du 24 avril 2025 a permis de diminuer la taille des regroupements, de limiter ainsi une partie des nuisances occasionnées au voisinage sans toutefois éradiquer le trafic de stupéfiant,

Considérant la nécessité d'élargir le périmètre préalablement fixé en intégrant la rue Colette,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : Les rassemblements de plus de trois personnes, occupant l'espace public ou privé (ouvert au public) de manière prolongée et susceptibles de causer des nuisances sonores, des troubles de voisinage ou des dégradations sont interdits tous les jours, de 14h00 à 04h00, dans les espaces publics des lieux suivants :

- Rue Vincent-Van-Gogh,
- Avenue Aristide-Maillol, portion comprise entre la rue Alfred-de-Vigny et le rond-point François Mitterrand, laquelle intègre les espaces devant l'entrée du magasin Carrefour, le parvis Picasso (y compris aux abords de l'Atelier, et de l'entrée des services Ressources Humaines et Affaires générales et transversales), les parkings et squares autour de la Mairie Picasso, et autour de l'espace Nelson-Mandela,
- Place du 19 mars 1962,
- Rue Guy-de-Maupassant, y compris devant le centre culturel Picasso, devant la Police Municipale, aux abords et au sein du parking silo (Pk3),
- Rue Colette.

**Article 2** : L'arrêté n° ARR25\_0119 est abrogé. Le présent arrêté prend effet à compter de son caractère exécutoire, jusqu'au 30 avril 2026 inclus.

**Article 3** : Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ne s'appliquent pas lors de manifestations publiques ou privées dûment autorisées par arrêté du Maire dans l'un des lieux susvisés, ainsi qu'au niveau des arrêts de bus pendant les heures de service du réseau de transport, parvis d'école au moment des entrées et sorties scolaires et sur les squares et City stade (sous réserve de la bonne application du règlement de l'équipement et d'une pratique de loisirs ou sportive).

**Article 4** : Les infractions au présent arrêté seront constatées par l'ensemble des agents de police municipale, municipale mutualisée et nationale et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5** : En vertu de l'article R. 644-5-1 du Code pénal, sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe, la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par des décrets et arrêtés pris sur le fondement des pouvoirs de police générale des autorités compétentes qui, à la suite de troubles, réglementent la présence et la circulation des personnes en certains lieux et à certaines heures afin de prévenir la réitération d'atteintes graves à la sécurité publique.

N°ARR25\_0257

**Article 6** : Madame la cheffe de la police municipale, Monsieur le cheffe de police municipale mutualisée, Monsieur le commissaire de police nationale et les agents placés sous leurs ordres, ainsi que Madame la directrice générale des services sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera télétransmis au contrôle de légalité et publié sur le site de la ville.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,  
le 16 septembre 2025

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4, boulevard de l'Hautil – 95 000 CERGY) ou par voie dématérialisée, sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



Mis en ligne sur le site de la ville le :

24 septembre 2025